



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

SYNTHÈSE 55^{ème} RÉUNION DU CLUB CLE-DOUANES 19 JUIN 2015 « LES NOUVEAUX OUTILS DE LA DOUANE AU SERVICE DES ENTREPRISES »

LEXIQUE faciliter la lecture :

AD : Actes délégués du Code des douanes de l'Union
AE : Actes d'Exécution du Code des douanes de l'Union
AS : Automates de sûreté
BAE : Bon à Enlever
CCS : Cargo Community System
CDC : Code des Douanes Communautaire
CDN : Code des Douanes National
CDU : Code des Douanes de l'Union
CID : Centre Informatique Douanier
CTU : Contrat de Transport Unique
DC : Dédouanement Centralisé
DCN : Dédouanement Centralisé National
DELTA : Dédouanement En Ligne par Traitement Automatisé
DOP : Documents d'Ordre Public
DSDT : Déclaration Sommaire de Dépôt Temporaire

DT : Dépôt temporaire
DTI : Data Trade Input
ECS : Export control System
EDI : Echanges de Données Informatisées
EM : Etats Membres de l'UE
ENS : Entry Summary (Déclaration sommaire d'entrée)
EXS : Exit Summary (Déclaration sommaire de sortie)
ICM : Inscription en Comptabilité Matière
GUN : Guichet Unique National
ICS : Import Control System
MRN : Numéro de Référence du Mouvement
NSTI : Nouveau Système de transit Informatisé
PDD : Procédure de Dédouanement Domicilié
PDU : Procédure de Dédouanement Unique
PDUC : Procédure de Dédouanement Unique Communautaire
TIR : Transit International Routier

INTRODUCTION DE MICHÈLE PETITGENET

Présidente de l'ODASCE

Rappel des objectifs de la 55^{ème} session du club Clé-Douanes :

La réglementation douanière européenne se modernise avec l'adoption en 2013 du Code des Douanes de l'Union (CDU) et l'élaboration en cours de ses actes.

La douane française fait évoluer ses services sur Prodou@ne et développe de nouvelles interfaces au service des entreprises.

- Quels sont les nouveaux services de la douane ?
- Quelles sont les innovations apportées à DELTA, ICS, ECS, GUN etc. ?
- Que faut-il attendre de l'évolution des téléprocédures ?
- Comment s'inscrivent-elles dans le cadre de la mise en application du CDU ?

INTERVENTION DE PASCAL PIQUOT

DGDDI – Sous-direction du commerce international

Adjoint au chef du bureau E/3 Politique du dédouanement - Voir Présentation en annexe

Le bureau E/3 a en charge toutes les étapes avant, pendant et après le dédouanement.

Le CDU entre en application au 1^{er} mai 2016, les actes (AD/AE) ne sont pas encore finalisés donc certains propos du discours sont pour le moment prospectifs.



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

Programme de la présentation (Slide 2) :

- L'avant dédouanement : les AS et DELTA P
- L'avenir des téléprocédures de dédouanement et de DELTA
- Le transit et le NSTI
- SOPRANO
- ECS
- le dédouanement centralisé national (DCN)
- Le CDU et l'impact sur téléprocédures

INTRODUCTION (SLIDE 3)

Il s'agit davantage de parler, non de nouveaux outils, mais de l'optimisation des outils de la douane pour accompagner les entreprises dans les évolutions du commerce international qui place la douane au cœur des politiques commerciales en tant que source de compétitivité.

Le tournant historique a été DELTA avec des solutions EDI et DTI, tous ces outils ont permis de jouer sur la compétitivité prix et hors prix avec la qualité du dédouanement.

Le CDU va renforcer la mission économique de la douane et dans le même temps changer sa mission fiscale. La mission économique, le partenariat n'a fait que croître et se développer avec le processus de dématérialisation.

I. L'AVANT DÉDOUANEMENT (SLIDES 4 À 8)

L'avant dédouanement ou la conduite en douane, c'est l'arrivée des marchandises dans l'attente d'une destination douanière. Cela a toujours existé mais la conduite en douane a pris une consistance nouvelle avec la mise en place d'ICS et les logiques de sûreté/sécurité.

Le dispositif ICS

ICS/ECS sont les dispositifs qui permettent l'envoi de pré-déclarations sûreté/sécurité (ENS/EXS) aux fins d'analyse de risque des données par l'administration des douanes.

C'est le transport actif qui doit transmettre à l'administration les pré-déclarations qui contiennent les éléments essentiels pour une analyse de risque à minima.

Phases import ICS :

- transmission d'abord de l'ENS électronique par le transporteur
- Analyse de risque avec des profils de risque élaborés au niveau communautaire et national.
- Une fois l'analyse de risque effectuée le transporteur obtient un MRN.
- Puis DELTA Présentation permet d'effectuer la notification d'arrivée ; l'appellation DELTA peut être trompeuse car il s'agit ici d'un outil logistique de déchargement et pas de dédouanement.
- Les marchandises sont alors mises en dépôt temporaire (DT) avec des délais maximum de séjour qui vont évoluer dans le CDU (90 jours pour tous les modes de transport contre actuellement 45 en maritime et 20 pour les autres modes de transport) ce qui permettra aux entreprises d'utiliser le DT dans une stratégie économique ; la dématérialisation de la déclaration temporaire et la DSDT sera également un élément nouveau, important de cette chaîne de conduite en douane.
- Assignation d'une destination douanière : c'est la phase de dédouanement (ou autres destination douanière comme la destruction sous douane, etc.)

Ainsi pas de nouveaux outils mais des outils qui trouvent toute leur place dans la chaîne de dédouanement et qui vont prendre de l'importance avec le CDU.



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

L'Analyse de chiffres de la slide 6 montre l'attractivité logistique de la France car au 3ème rang européen pour la réception de messages ENS (transmis au 1^{er} point touché de l'UE), devant la Belgique et les Pays-Bas. Cela est dû à différentes raisons dont notamment la présence de grands opérateurs de fret express sur Roissy. Par ailleurs les actes du CDU prévoient la levée des exemptions actuelles à la transmission de l'ENS comme le cas des imprimés et des envois de valeur négligeable qui vont disparaître. Le nombre d'ENS va donc augmenter et il faut être en capacité de recevoir et traiter les informations sans gêner les opérateurs qui ont basé leur business model sur la rapidité.

Commentaire de la salle : Est-ce que cette levée des exemptions sera étendue au trafic postal ?

Réponse de l'intervenant : Pour le moment c'est prévu avec l'entrée en application du CDU moyennant le maintien d'une franchise de poids à un niveau non encore fixé à ce stade.

Attention : l'exemption dont nous parlons concerne les obligations sûreté/sécurité et pas les franchises fiscales pour le moment. Il y aura des actes délégués transitoires entre 2016 et 2020.

Les nouveaux outils de la douane avant dédouanement : la DSDT anticipé

Dans le process ICS ce sont les bureaux situés au premier point d'entrée qui vont prendre la décision de faire ou de déléguer le contrôle à un bureau subséquent. Lorsque la France n'est pas le 1^{er} point d'entrée mais uniquement le pays subséquent, elle n'a donc pas d'information sur les flux, aussi elle a décidé d'utiliser une possibilité du CDC non utilisé jusqu'ici : l'envoi par le transporteur d'un message supplémentaire, la DSDT anticipée, qui comporte les mêmes informations que l'ENS + 4 informations (facultative pour le moment mais obligatoires à compter du 15/09/2015). Cela lui permet d'avoir des informations sur les ENS même si pas de contrôle ciblé par les autres EM et ainsi de cibler des risques identifiés au niveau national.

Par ailleurs, c'est aussi un message d'avant dédouanement qui permet d'optimiser le placement en DT.

Commentaire de la salle : Est-ce que ce sera le même numéro de MRN que le premier ENS ?

Réponse de l'intervenant : Ce sera un autre numéro. Nous aimerions effectivement avoir une référence unique mais la mise en cohérence de l'ensemble des MRN n'est pas facile. Il faut voir le MRN aussi comme un atout pour le suivi des marchandises dans les entreprises, et pas seulement comme une contrainte.

Interaction douane et CCS :

Les CCS sont des outils privés de suivi logistique des marchandises utilisés par la douane (exemple en France AP+ ou le CIN). C'est un bon exemple de ce que la douane est capable d'envisager en termes d'utilisation de solutions privées.

Ils obligent les acteurs de la chaîne logistique à se réapproprier un certain nombre d'éléments et permet aux chargeurs de s'intéresser à sa chaîne de transport et à ses incoterms. Création en 2014 dans AP + d'un menu chargeur afin de leur permettre d'avoir un certain nombre d'information.

Sous couvert de ces CCS la douane offre des procédures douanières dédiées en ferro-fluvio-maritime (les PFM) qui permettent, dans certaines limites, de faire du transfert entre dépôts temporaires sans déclaration de transit, c'est-à-dire sans mise en place d'un principal obligé et d'une garantie. La douane estime qu'il est possible de proposer ces procédures sur des axes de transport massifiés et cohérents (comme le fer et le fluvial).

Cette option qui existe dans AP + a été validée et doit être développée dans le CIN sur Roissy pour assurer la traçabilité des transferts de marchandises avec les handling.

Commentaire de la salle : Cette plateforme, si elle apporte de la sécurité pour l'administration, a un coût pour l'entreprise d'autant que ce sont des plateformes monopolistiques. Conséquences : tous les opérateurs ne



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

pourront pas avoir les moyens d'y accéder et quand ils l'utilisent, le coût se répercute sur l'ensemble de la chaîne jusqu'au consommateur final.

Réponse de l'intervenant : Ce qui est intéressant, est que la douane a réuni toutes ces communautés pour discuter et arriver à la rationalisation des coûts entre les prestataires. On est maintenant dans une logique de dialogue

Par ailleurs le système n'est pas obligatoire, c'est un choix proposé aux chargeurs qui veulent assurer ce suivi logistique.

Commentaire de la salle : il s'agit d'un outil permettant plus de compétitivité pour les entreprises comme n'importe quel autre outil informatique déjà utilisé par celle-ci (comptable, ERP, logistique...) donc qu'il y ait un coût à payer n'est pas anormal.

II. LES TÉLÉPROCÉDURES DE DÉDOUANEMENT (SLIDES 9 À 12)

Actuellement il existe trois téléprocédures DELTA afin d'offrir des outils qui répondent aux besoins logistiques des opérateurs :

- DELTA C, dédouanement en un temps, une seule déclaration le DAU normalement au bureau, domiciliation possible. Minoritaire à l'importation
- DELTA D, dédouanement en deux temps
- DELTA X, envoi d'une DSA c'est à dire d'un panier de déclarations simplifiées (DSI) et c'est le scan logistique de la poste ou de l'expressiste qui donne le BAE. Conçue à partir des contraintes logistiques du secteur du fret express, c'est une procédure en pleine évolution : DELTA X n'était jusqu'ici disponible qu'à l'importation, depuis un an et demi on travaille sur DELTA X export et on en est à la phase des spécifications techniques détaillées. L'information de contrôle se fera de manière plus anticipée c'est-à-dire au moment où ils recevront la marchandise en station de consolidation. Système bâti de manière intelligente conjointement avec les expressistes pour cette chaîne logistique particulière.

Commentaire de la salle : Est-ce que DELTA X, à terme ne va pas englober les autres DELTA?

Réponse de l'intervenant : Ce serait un process intéressant. Ni oui ni non

Les évolutions de DELTA :

DELTA G : fusion technique de DELTA C et D qui sera complètement transparente pour les opérateurs avec une interface unique et un alignement des fonctionnalités.

Il est envisagé une mise en production pour recettage entre octobre et décembre 2015.

Un point sur les pannes de DELTA :

Nous venons de traverser une période de turbulences incroyables dues aux travaux du CID. Tous les serveurs ont été déplacés et développés pour être virtualisés (créations d'environnements à distance) permettant plus d'environnements de test (les tests se faisant auparavant sur les serveurs de production). Les travaux de virtualisation sont terminés donc les taux de disponibilité des systèmes DELTA vont s'améliorer.

Par ailleurs, le développement de Delta G offrira un système optimisé puisqu'il permet de n'avoir pas à gérer 2 outils et donc 2 environnements.

Par ailleurs, ce qui est parfois ressenti comme des pannes DELTA par les opérateurs est souvent plus un ralentissement du trafic des messages en raison des fibres de la messagerie MAREVA. L'inflation générale des messages allant s'accroître, cela va demander des travaux réseaux importants.

En attendant nous avons entamé un travail sur la ré-ingénierie des procédures de secours DELTA depuis 2012, l'auto déclenchement de la PS par les opérateurs est possible et les OEA ont en plus la possibilité de faire une



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

simple inscription en comptabilité matière (ICM). Ces possibilités ne sont pas toujours connues par les opérateurs et appliquées de façon homogène par les bureaux de douane. Ces difficultés ont été identifiées par le bureau E/3 qui est en train de faire évoluer les procédures de secours et va entamer une campagne de communication (courrier, notes internes, déplacements) auprès des bureaux de douane pour une application homogène.

Commentaire de la salle : Est-ce qu'il y aura des groupes de travail avec les opérateurs et les prestataires informatiques pour le développement de DELTA G ?

Réponse de l'intervenant : à voir avec le CID

Concernant Delta X : à l'exportation voir « supra ». À l'importation on va peut-être retoucher Delta X import pour une mutualisation des bonnes pratiques, notamment sur l'anticipation. Réflexion également sur des données convergentes pour la sûreté sécurité et le dédouanement.

III. LE TRANSIT - NSTI (SLIDES 13 A 16)

Actualités transit commun : adhésion de la Macédoine à la Convention transit commun au 1^{er} juillet 2015. Normalement nous sommes prêts pour prendre en compte les évolutions transit (en attente de recevoir la liste des codes de bureaux de douane pour la Macédoine).

Actualités TIR : les problèmes avec la Russie au cœur de l'actualité avec la destitution de l'association garante russe. Information de dernière minute : l'attaché douanier français en Russie vient de nous informer de la réouverture au TIR, de 34 bureaux de douane russes.

Évolution du NSTI : on veut en faire un DELTA « T » à l'horizon 2018. L'idée est que ce nouvel outil soit interfacé avec les autres téléprocédures DELTA afin de gérer le suivi des régimes douaniers. Cela permet aussi de mutualiser les outils et optimiser en interne les coûts de revient et de gestion.

IV. EXPORT CONTROL SYSTEM (SLIDES 17 A 20)

Ce n'est pas un nouvel outil mais il va prendre de l'importance car ce n'est pas seulement un outil fiscal (sécurisation de la vente HT à l'export) mais lié à la sûreté-sécurité.

La France a voulu que le contrat de transport unique subsiste dans le CDU afin d'avoir le quitus fiscal de sortie pour la TVA dès le bureau d'export. En effet, avec le CTU le bureau d'export sera « bureau de sortie ». (Possible pour tous les modes de transport multimodaux autres que le routier).

Ce n'est pas une nouveauté, mais cette possibilité devait être supprimée dans le CDU et la France s'est battue pour la garder (La Poste et les expressistes n'utilisent que cela).

Commentaire de la salle : Le problème pour les entreprises en PDD est qu'elles n'ont pas le numéro de LTA (qui doit être indiqué sur la déclaration d'export) et donc elles ne peuvent pas utiliser cette facilité.

Réponse de l'intervenant : Effectivement cette facilité n'est utilisable que si l'on dispose de la confirmation de la réservation (booking) sur le moyen de transport physique qui va quitter le territoire communautaire, dès la sortie de l'entreprise. En maritime, on a l'information, en aérien c'est plus difficile.

Commentaire de la salle : Il conviendrait de penser à une passerelle entre les PDD et ces plateformes aéroportuaires car c'est une vraie problématique ; quand un MRN en sortie est émis, il faut qu'il soit notifié à l'arrivée et à la sortie de la plateforme logistique. Lorsque la notification de sortie est faite avant la notification



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

d'arrivée cela crée des bugs dans le système qui mènent à des demandes de régularisation compliquées. C'est le cas à Roissy avec le CIN.

Réponse de l'intervenant : On est en train de travailler avec le CIN sur ce sujet afin de trouver des solutions comme le développement du suivi personnalisé des marchandises pour essayer d'avoir un séquençage rationnel.

Commentaire de la salle : Actuellement La Poste ne fait rien en sortie, demain sous DELTA X cela posera des difficultés car nous n'avons pas de contrat de transport. Cela est encore pire à l'import avec plusieurs centaines de millions d'objets par jour.

Réponse de l'intervenant : Entrée dans DELTA X pour La Poste est compliquée mais des discussions sont en cours au niveau central pour trouver des solutions.

V. SOPRANO (SLIDES 21 A 22)

Soprano est un outil qui permet de renseigner en ligne un certain nombre de demandes d'autorisations (OEA, RTC, etc.) et de dialoguer avec la douane sur les dossiers avec échanges de documents.

Il y a eu un vrai bug du système qui a généré des alertes importantes et l'arrêt des réponses aux opérateurs. Cela a pris du temps mais on a trouvé la cause du bug et le bureau C/1 de la DGDDI travaille sur le rétablissement du service.

Commentaires de la salle :

- il faudrait une communication sur la cause des dysfonctionnements comme c'est le cas pour DELTA
- le numéro d'autorisation donné par Soprano est trop long et ne rentre pas dans la rubrique dédiée des déclarations DELTA

Ces remarques ont été notées par le bureau E/3

VI. LE DÉDOUANEMENT CENTRALISÉ NATIONAL (SLIDES 23 A 27)

Ambition de la DGDDI : transformation des PDU actuelles en DCN au 1^{er} mai 2016 (date d'échéance de l'application du CDU). Pour information 375 PDU en France à ce jour.

Quelques caractéristiques :

- il ne sera pas soumis à une autorisation mais à un agrément donc procédure plus souple.
- il sera ouvert aux non-OEA, à l'exception du rattachement des grandes plateformes portuaires et aéroportuaires.
- il n'y aura pas d'exclusion « produits »
- désynchronisation du flux documentaire et du flux physique : la gestion documentaire et le pilotage politique de contrôle sera faite par le bureau de déclaration (un seul interlocuteur). Les contrôles marchandises seront faits par le bureau de présentation.

La MGE qui devient le Service Grands Comptes accompagnera les entreprises pour la transition.

Le dédouanement centralisé dans l'UE viendra lui plus tard avec lorsque les problèmes fiscaux seront résolus et l'informatique prête.

Commentaire de la salle : Est-ce que l'offre de la douane pour migrer les PDD en PDU a donné des résultats ?

Réponse de l'intervenant : Grâce à l'autoliquidation de la TVA il y a entre 5 et 10 demandes par mois de PDU, dont la moitié à l'importation. Il y a donc un effet d'entraînement. Cela préfigure ce que sera le dédouanement dans l'avenir.

Commentaire de la salle : les PDD disparaissent-elles avec le CDU ?



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

Réponse de l'intervenant : Pas de suppression de la facilité mais la mention « domiciliée » disparaît, il s'agit uniquement du vocable.

Commentaire de la salle : Le DC dans l'UE à l'import c'est pour quand ?

Réponse de l'intervenant : vraisemblablement en 2020

Commentaire de la salle : Les PDUC vont-elles perdurer en attendant ?

Réponse de l'intervenant : Normalement oui (voir avec les équipes Valérie Gimenez et Rachid MAAELASSAF - Bureau E/3 section procédures et OEA)

VII. LE CODE DES DOUANES DE L'UNION (SLIDES 28 A 33)

Le socle du CDU est la dématérialisation, le papier devient l'exception

Le CDU est le premier exemple concret du dispositif du traité de Lisbonne.

Travail en cours pour mise en phase du texte avec son application notamment au niveau du transfert des actes délégués et actes d'exécution.

INTERVENTION DE THOMAS LALLART

DGDDI – Sous-direction du commerce international

Bureau E/2, Prohibitions et protection du Consommateur MOA GUN - Voir Présentation en annexe

PRÉSENTATION (SLIDES 2 A 3)

Le GUN résulte d'un mandat qui a été donné à la DGDDI en 2010 pour simplifier les procédures de dédouanement. Il permet d'impulser les chantiers sur ce sujet.

Les déclarations en douane sont totalement dématérialisées avec une présentation différée des documents d'accompagnement commerciaux (à la demande du service des douanes).

Les Documents d'Ordre Public (DOP) constituent eux une contrainte pour les opérateurs avec une présentation documentaire obligatoire, on essaie donc de faire en sorte que soit présenté lors du dédouanement un équivalent électronique issu directement de l'administration partenaire qui le délivre. But : la dématérialisation à 100 % des DOP.

Les DOP concernent environ 5 % des déclarations en douane (import/export confondues) mais toujours les mêmes opérateurs et les mêmes bureaux de douane.

L'idée est de proposer aux administrations partenaires une interface générique par laquelle ils se connecteront au système douanier.

ARCHITECTURE (SLIDES 4 A 6)

Au moment de la demande de validation de la déclaration dans Delta avec référence à un DOP, le message va être re-routé via le GUN vers un module qui s'appelle e-DOP qui identifie le code document afin de savoir vers quelle administration il doit orienter la requête (si le DAU contient plusieurs DOP relevant de plusieurs administrations, cela est géré de la même façon).

La base partenaire répond à e-DOP qui renvoie l'information à Delta de la manière suivante :

- Si le numéro de référence n'est pas connu par la base partenaires : renvoi d'un message pour modification de la référence ;

- Si le numéro de référence est connu : la base retrouve le DOP correspondant et adresse le contenu du document sous forme de fichier, e-DOP fait un contrôle de cohérence et s'il y a conformité envoie un message



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

positif à DELTA pour la validation. Si une erreur de cohérence est détectée : le message indique l'erreur à corriger.

Il y a également un message de DELTA via GUN vers les bases partenaires pour imputation du DOP.

Commentaire de la salle : Quels sont les délais pour tous ces échanges de message ? Est-ce totalement automatisé ou y-a-t-il des manipulations humaines ?

Réponse de l'intervenant : Les échanges de fichiers et les contrôles de cohérence sont réalisés en temps réel (moins de 3 secondes) ; la consultation se fait sur l'information à jour stockée dans les bases serveurs des administrations partenaires. Prérequis : existence d'une base partenaire et que l'exportateur/importateur dispose des informations nécessaires (le numéro de référence du DOP, ainsi que son contenu).

Par rapport au contrôle de conformité entre GUN et DELTA : il a fallu gérer des différences de référentiels : par exemple, en douane le code TARIC est utilisé pour identifier les types de marchandises, ce qui n'est pas le cas pour d'autres administrations. Les unités de mesure utilisées peuvent également être différentes. Cela a posé parfois des problèmes de répartition des quantités à imputer quand la correspondance n'était pas la même chez l'administration partenaire. La solution a été d'intégrer les référentiels douaniers dans les bases partenaires lorsque c'était possible ; pour les autres cas, il a été nécessaire de créer des champs nouveaux dans le DAU sous la forme d'une fiche d'imputation liée au DOP joint, destinée à recueillir les données conformes au référentiel de l'administration partenaire.

Il y aura donc une fiche d'imputation à remplir dans DELTA qui permettra la collecte d'informations complémentaires pour l'affectation des quantités.

Ces informations supplémentaires sont nécessaires notamment dans le cas des DOP avec plusieurs marchandises : renseigner la fiche d'imputation avec le numéro de ligne et les références données par l'administration partenaire permettra d'imputer la bonne marchandise dans le DOP.

Le contrôle automatisé via e-DOP permet d'obtenir un BAE en circuit vert directement, et présente donc un avantage si la donnée est conforme, et il existe toute une série de messages d'alertes pour les opérateurs afin d'identifier ce qu'ils doivent corriger pour bénéficier d'un BAE rapide.

Commentaire de la salle : Où en est-ton concernant les tests avec ESPADON 2 (produits agricoles) ?

Réponse de l'intervenant : Le projet EXPADON 2 piloté par France Agrimer, concerne la délivrance des certificats sanitaires à l'exportation, mais ces documents ne conditionnent pas les formalités douanières d'exportation et restent donc en marge du projet GUN. La douane coopère cependant avec France Agrimer pour les certificats liés à la politique agricole commune : une expérimentation est en cours sur certains bureaux de douane pour les certificats AGREX délivrés par France Agrimer : cela fonctionne assez bien en test.

La Slide 5 présente l'architecture qui va être adoptée pour l'ensemble des administrations concernées. L'idée étant que toutes les bases partenaires doivent être paramétrées pour gérer les mêmes types de requête standard en provenance de la douane, et pour adresser en retour des réponses sous un format compatible avec GUN. Les échanges électroniques de données doivent donc respecter un cahier des charges défini par la douane.

Quelques fonctionnalités :

- Possibilité pour les douaniers de visualiser le document au format PDF pour éviter les présentations papier autant que possible ;
- L'émission d'un DAU anticipé engendre des échanges avec le GUN permettant un retour de messages d'erreur afin de pouvoir avoir une gestion du DOP par anticipation, de nouveaux contrôles étant effectués au moment de la validation pour apprécier la date de validité, les quantités, etc.



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

- En cas d'invalidation du DAU avant BAE, un message est envoyé aux bases partenaires pour gérer les réservations et une remise à zéro, ce qui permet un suivi assez fin des quantités imputées. Après BAE, ce suivi n'est plus assuré par le système car lié à une action manuelle du douanier.

A l'étude : transmission du message de sortie (ECS) aux administrations partenaires car cela peut intéresser certaines pour la gestion des DOP.

LES TRAVAUX EN COURS (SLIDE 7)

Les développements actuels visent uniquement Delta C et Delta D (pas Delta X).

3 chantiers sont en cours d'expérimentation pour une généralisation avant la fin 2015 :

- CITES (protection de la faune et de la flore) : Expérimentation sur flux réel cet été pour une mise en production en fin d'année
- AGREX (produits agricoles) : certificats délivrés par France Agrimer, expérimentation en cours
- Lancement d'une expérimentation avec le Groupement National Interprofessionnel des Semences (GNIS)

Commentaire de la salle : Qu'en est-il de l'expérimentation menée avec la Suisse sur les CITES ?

Réponse de l'intervenant : Il s'agit d'un cas particulier car il s'agit de la dématérialisation de bout en bout qui implique, au-delà du GUN développé par la DGDDI, la mise en relation de la base de l'administration partenaire avec son homologue en Suisse. L'expérimentation CITES vise pour le moment à établir la liaison entre les DELTA et les bases du partenaire national.

Conduite des expérimentations : d'abord une phase de tests réalisée en coopération avec des déclarants expérimentateurs, sur des bureaux de douane pilotes ; puis une phase de mise en production limitée à ces acteurs expérimentateurs avec un double contrôle : dématérialisation + papier.

Fin 2015, basculement dans le GUN V2 : brique technique plus robuste et plus large car il permettra en plus du dialogue douane/autres administrations, le dialogue entre applications douanières.

LES PERSPECTIVES (SLIDE 8)

Nous sommes tributaires du développement informatique des partenaires.

La rectification des données pose toujours des problèmes de délai de mise à jour.

Commentaire de la salle : Qu'en est-il des certificats de conformité [pour les produits industriels] ?

Réponse de l'intervenant : Concernant les attestations de conformité qui accompagnent les produits industriels il ne s'agit pas des documents délivrés par des autorités administratives, donc ils ne répondent pas à la définition des DOP.

Commentaire de la salle : Ces documents pourraient être envoyés de façon dématérialisée en lieu et place du courrier

Réponse de l'intervenant : Effectivement mais il s'agit de la dématérialisation de la liasse de dédouanement.

Des travaux sont en cours sur l'art. 95 du CDN concernant l'archivage mais aussi la dématérialisation de la liasse de dédouanement.

Commentaire de la salle : Comment est organisé l'archivage dans le GUN ?

Réponse de l'intervenant : L'archivage du DOP se fait dans la base de l'administration partenaire. Les opérateurs auront une copie papier en fonction de la réglementation de l'administration partenaire.

Lors de l'entrée en application progressive du GUN, la douane initiera ou mettra à jour les protocoles de coopérations nationaux avec les administrations concernées, de manière à définir les aspects relatifs à la



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

dématérialisation et aux responsabilités mutuelles. Des conventions de services avec des engagements réciproques seront également signés entre la douane et ses partenaires.

Commentaire de la salle : Est-ce qu'il y aura des obligations d'archivage électronique douanières spécifiques ?

Réponse de l'intervenant : les DOP dématérialisés seront dans la base de l'administration partenaire, donc le GUN ne vérifie pas ce que contiennent les bases opérateurs mais ce que contiennent celles des ministères concernés.

Commentaire de la salle : Et si le document est issu d'un autre État Membre de l'UE ?

Réponse de l'intervenant : Prérequis : le document dématérialisé doit être présent dans une base partenaire. Actuellement certains documents dématérialisés sont présents dans le système européen TRACES (TRAde Control and Expert System - outil de gestion des mouvements d'animaux et de produits d'origine animale) et à terme l'idée est de connecter le GUN aux bases de données de l'UE, comme TRACES, et pourquoi pas plus tard aux autres États membres via l'UE mais ce n'est pas encore à l'ordre du jour.

Commentaire de la salle : Où en est-on de la liaison avec EGIDE (dématérialisation des demandes de licences biens à double usage) ?

Réponse de l'intervenant : Pas encore de flux entre EGIDE et les DELTA, mais des discussions sont en cours et les licences biens à double usage sont incluses dans l'objectif de 100 % dématérialisation.

Commentaire de la salle : Quels sont les moyens de communication mis en œuvre vers les opérateurs ?

Réponse de l'intervenant : Au fur et à mesure de la mise en place du GUN pour chaque secteur réglementaire, il y aura des messages sur Prodou@ane, accompagnés d'une mise à jour des circulaires réglementaires concernées et de publications sur le site internet de la douane.

QUESTIONS DIVERSES

Commentaire de la salle : Concernant l'ENS, qu'en est-il des envois vers les DOM ?

Réponse de l'intervenant : Il n'y a pas d'ENS, ils font partie du territoire douanier de l'UE

Commentaire de la salle : Dans la cadre de la ré-ingénierie des procédures de secours serait-il possible de revoir la liste des produits sensibles pour les OEA ? (cela permettrait la simple inscription en comptabilité matière en lieu et place d'envoi des déclarations pour certains produits « sensibles » (*comme les couettes soumises à déclaration de conformité donc classées sensibles*))

Réponse de l'intervenant : Il faut effectivement qu'on se penche sur la liste des produits sensibles. Il faudra qu'on expertise si cela relève d'une réglementation nationale et/ou UE. Cette liste a évolué pour le transit, peut-elle faut-il qu'elle évolue pour le dédouanement.

CONCLUSION : L'OEA est au cœur du CDU. L'objectif est de faire de la discrimination positive de plus en plus en amont dans les procédures douanières.



Code des douanes de l'Union règlement 952/2013 du parlement et du conseil du 09/10/2013 :
<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013R0952&rid=1>



O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation
et la Simplification du Commerce Extérieur

SAVE THE DATES

56^{ème} session du Club Clé Douanes - Jeudi 17 Décembre 2015 à Paris

Thème : Actualités Accises

Avec la participation de Corinne CLEOSTRATE – DGDDI – Sous-directrice F en charge des Droits Indirects

13^{ème} Colloque Douanier européen - 19 et 20 Novembre 2015 à Bordeaux

Plus de détails sur le site dédié : http://www.odasce.asso.fr/colloque_2015/coll_accueil.htm

